

À Marseille, le virage

S'il a appelé la foule à battre l'extrême droite le 24 avril prochain, le Président sortant a surtout affirmé qu'en cas de réélection, l'écologie serait au cœur de sa politique.

Marseille a beau être sa « ville de cœur », Emmanuel Macron n'y est, au soir du premier tour, arrivé que deuxième, avec 22,62 % des voix. Loin, très loin (8,5 points) derrière le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon. Et c'est pour essayer de gagner à sa cause une partie de cet électorat que le candidat « La République en marche » était hier après-midi dans le jardin du Pharo, dominant l'emblématique Vieux-Port de la cité phocéenne.

Parmi les quelque 3 000 à 5 000 personnes présentes, nombreux sont des inconditionnels du Président, bien sûr. À l'image de Martine, une retraitée de l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille, ancienne socialiste séduite par Emmanuel Macron il y a cinq ans déjà, et qui se dit « satisfaite du quinquennat ». À 23 ans, tout juste diplômé, Ossama a, lui, voté Jean-Luc Mélenchon, « pour qu'il y ait un vrai changement ». Forcément déçu par les résultats de dimanche dernier, ce jeune Aixois est quand même venu écouter le Président-candidat. « Par curiosité, glisse-t-il. Ça m'embêterait de devoir voter pour lui. Sauf si je vois une grosse montée de Marine Le Pen dans les sondages. »

« Pas la continuation mais la réinvention »

Du changement, c'est justement ce que promet Emmanuel Macron s'il est à nouveau élu. Avec un sens certain de la formule, il l'a annoncé très clairement : « Je n'ai aucune envie de faire cinq ans de plus. Je veux cinq années de renouvellement

complet. Ce qui se jouera derrière, ce n'est pas la continuation, la reconduction, mais la réinvention. »

Et cette « réinvention », Emmanuel Macron la veut verte avant tout. Insistant bien sur le fait qu'à l'aube d'un possible second quinquennat, il est prêt à écouter, il a ainsi déclaré : « Nous avons entendu deux messages forts le 10 avril : une bonne partie de nos compatriotes nous ont dit qu'ils souhaitaient, pour la France, mettre l'environnement au cœur de la campagne et pour les années à venir. Le deuxième message est celui des plus grands scientifiques du monde entier, qui font partie du Giec [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Ndlr], et qui ont rappelé que, si nous voulons légèrer une planète vivable à nos enfants, nous avons trois ans pour tenir les objectifs des accords de Paris contre le réchauffement climatique. »

S'il est réélu, Emmanuel Macron ne veut ainsi, à l'entendre, pas être celui qui savait et qui n'a rien fait. Il l'a martelé : « La politique que je mènerai sera écologique ou ne sera pas ! [...] L'écologie est la politique des politiques. » Et pour convaincre qu'il mettra ses actes en accord avec ses paroles, Emmanuel Macron a fait des annonces. Fortes. Ainsi, « le prochain Premier ministre sera chargé de la planification écologique ».

« Choix de civilisation »

Pour l'aider dans sa tâche, et « démentir l'importance que nous accordons à ce combat du siècle », le chef du gouvernement sera épaulé par

Trois à cinq mille personnes ont fait le déplacement hier après-midi au jardin du Pharo, à Marseille, pour écouter Emmanuel Macron.

(Photo Luc Boutria)



deux ministres forts : « un ministre de la planification énergétique, qui aura pour mission de faire de la France la première grande nation à sortir du gaz, du pétrole et du charbon » ; et un ministre chargé de la planification écologique territoriale. « Car l'agenda écologique est un agenda de confiance, de décentralisation massive, qui nécessitera de travailler avec les élus locaux », a tenu à préciser Emmanuel Macron, sous l'œil des Renaud Muselier, Christian Estrosi, Hubert Falco, François de Canson,

ou encore Didier Brémond, autant d'anciens membres du parti Les Républicains devenus des soutiens du président. Après une heure et demie de discours, parfois un peu long, Emmanuel Macron a présenté le second tour comme « un choix de civilisation, entre [son] projet d'humanisme et le projet climatosceptique de l'extrême droite ». Et d'énumérer : « Le 24 avril, c'est un référendum pour ou contre l'Union européenne. Pour ou contre l'écologie. Pour ou contre la jeu-

nesse. Pour ou contre la République ». À la sortie, Alain, ancien socialiste qui a rejoint « La République en marche », se montrait quelque peu dubitatif. « C'est un beau projet, mais le discours – très vert – du Président était un peu trop intellectuel. Il aurait dû répondre davantage au populisme de Marine Le Pen, en parlant davantage des préoccupations immédiates des Français. On le sait, le populisme mène au totalitarisme. »

P.-L. P.

plpages@varmatin.com

L'appel de Charles Berling et d'une centaine d'acteurs culturels : « Le programme du RN n'est pas la solution »

« Face au monde clos et mortifère de Marine Le Pen, plus d'une centaine de directeurs et directrices du milieu culturel préfèrent porter une société vivante et ouverte, quoiqu'imparfaite, où la culture aura sa place. » Par ces mots, une centaine de directeurs et directrices de lieux culturels ont, dès le milieu de semaine dans la presse nationale, exprimé leur vote pour Emmanuel Macron au second tour de la présidentielle.

Des acteurs du monde culturel plus inquiets encore qu'il y a cinq ans. « Nous, les artistes, sommes très conscients que ce n'est pas du tout le même type de pouvoir que les deux candidats nous proposent », explique Charles Berling, directeur de la « Scène nationale Châteaullon Liberté » à Toulon, qui rappelle ne pas avoir été avare de critiques envers

l'actuel président de la République. « Cela ne me pose pas de problème de dire que je peux avoir des différences de points de vue, mais je pense qu'il y a un fossé entre Marine Le Pen et lui. »

« Danger pour la démocratie »

Et de rappeler l'histoire, mondiale – Hitler a été élu démocratiquement – comme locale – « six ans de mandat à Toulon, en 1995, ont été une punition pour la ville, où la municipalité s'est attaquée à la culture parce que c'est là que s'exprime aussi la vraie diversité de points de vue » – pour affirmer aujourd'hui pourquoi il appelle à voter pour le Président sortant : « J'ai conscience qu'Emmanuel Macron aurait pu faire mieux, mais Marine Le Pen n'est certainement pas la solution. Et c'est un danger pour la démocratie. »

« Bien sûr, nous voulons que les choses aillent plus vite en matière d'écologie, de justice sociale, poursuit le comédien. Cependant, il faut que les gens réfléchissent aux conséquences avant de voter Marine Le Pen. »

« Les difficultés de la population, les fractures sociales, je ne les nie pas, poursuit Charles Berling, et c'est un signe fort pour les libéraux, qui doivent en prendre la mesure. Cependant, les libéraux sont encore des démocrates, avec qui il est possible de dialoguer. Le RN n'est pas un parti libéral. Alors que la guerre fait rage en Ukraine, réfléchissons ensemble à ce que nous voulons comme démocratie. Que les gens regardent bien le programme de Marine Le Pen avant de dire : il faut juste changer... Son programme est une illusion. »



« Je peux avoir des différences de points de vue avec Emmanuel Macron mais il y a un fossé entre Marine Le Pen et lui », estime le directeur de la « Scène nationale Châteaullon Liberté », à Toulon.

(Photo d'archives S. L.)

K. M.

écologique de Macron

Dans l'Eure-et-Loir, Marine Le Pen se pose en « mère de famille »



En terrain conquis dans la petite bourgade de Saint-Rémy-sur-Avre (Eure-et-Loir), Marine Le Pen a promis hier de « diriger le pays en mère de famille, avec bon sens, avec cohérence, sans excès, sans outrance », « mais en tenant compte des dizaines de millions de Français qui n'ont pas été la priorité » des gouvernements passés. Par contraste avec Emmanuel Macron, la candidate d'extrême droite avait choisi cette commune de 3 900 habitants, où 37,2 % de ceux qui se sont déplacés au premier tour ont voté pour elle, loin devant le Président sortant (23,6 %). Des militants RN attendaient leur candidate de pied ferme près du bar-tabac *Le Maryland*, sur la place de l'église. « La population change vraiment », estime l'un d'entre eux, Erik Michiels, ancien éducateur sportif. Il vient de la commune voisine de Verneuil-sur-Avre où, souligne-t-il, il y a « deux mosquées et des kebabs ». La présidentielle, pour lui, « c'est un choix de civilisation ». Il se dit « choqué » de « voir de plus en plus de femmes voilées » et voudrait interdire le voile quand il est « ostentatoire ».

« Je serai votre voix »

Près du comptoir, masqué par une forêt de caméras, Marine Le Pen salue des clients. « Si le peuple vote, le peuple gagne », lance-t-elle, toujours inquiète de la possible abstention de ses électeurs, qui lui avait coûté cher aux régionales. En ressortant, elle estime devant la presse que le voile est un « problème complexe ». Se disant « pas obtuse », elle admet que sa mesure controversée d'interdiction du voile dans la rue sera débattue à l'Assemblée. Mais « il faut régler le problème des femmes qui sont obligées de [...] mettre sous la pression des islamistes ».



À Saint-Rémy-sur-Avre, la candidate du Rassemblement national a promis de défendre « les plus vulnérables ».

(Photo AFP)

« Il faut qu'il se passe quelque chose parce que là, on est en dictature », lance Alain, 61 ans, homme d'entretien dans une structure pour handicapés. Il a voté Nicolas Dupont-Aignan au premier tour, et se plaint auprès de Marine Le Pen d'avoir été suspendu de son poste car il n'est pas vacciné contre le Covid. Elle lui promet de « réintégrer » les soignants suspendus et de « reverser » les salaires non perçus. « La vaccination obligatoire est attentatoire aux libertés individuelles », estime-t-elle. Quand Éric Cailleux, 50 ans, gérant d'un garage de cinq salariés, électeur RN, lui dit « crouler sous les charges », Marine Le Pen lui propose de supprimer des impôts de production et de favoriser des « communes localistes », privilégiant entreprises et

produits locaux. « On ferme des lits, des lignes de bus et ça crée des conditions de vie plus difficiles dans la ruralité », déplore-t-elle.

Sur la brocante, Florence, une vendeuse, lui dit qu'elle « n'a droit à aucune aide » alors que les marchés comme le sien ont dû fermer pendant le Covid, et « il faut payer l'essence ». Marine Le Pen critique ces « interdictions » qui « ont plongé les gens dans de grandes difficultés », et déroule sa proposition phare de baisse de la TVA sur les carburants, le gaz et l'électricité. « Les gilets jaunes, on l'est tous ici, même ceux qui avaient plus de moyens n'en ont plus », témoigne une élégante femme blonde. « Je serai votre voix », lui répond Marine Le Pen, qui se dit « sereine ».

Le chiffre

11 points séparent les deux candidats dans le dernier sondage (Ipsos-Sopra Steria pour FranceInfo et *Le Parisien*) paru hier : Emmanuel Macron y est donné à 55,5 % des voix, Marine Le Pen à 44,5 %. L'écart était de plus de 32 points au second tour en 2017. Un sondage est une photographie de l'opinion à un moment donné, pas une prédiction.

À Nice, bisbille entre manifestants contre l'extrême droite et militants RN

Leur message était clair. Non à l'extrême droite. Non à Marine Le Pen. Le rassemblement a débuté mollement place Masséna à Nice, hier, vers 15 heures. Et progressivement, les militants ont dépassé les 150. « Quand une démocratie est malade, le fascisme vient à son chevet », « Non à la haine » : des slogans et des banderoles, comme celle des Verts, du PCF, de « SOS Racisme ».

« Le Pen aux portes du pouvoir, votez Macron »

Dans le cortège, quelques têtes connues comme Laurent Lanquar-Castiel, secrétaire départemental d'EE-LV, Chaama Graillat, ex-candidate à la primaire du PS pour les municipales à Nice en 2020, ou encore le communiste Philippe Pellegrini. L'heure est grave, estime Dounia Addad, membre de « SOS Racisme » : « L'extrême droite est aux



La manifestation contre l'extrême droite organisée par « SOS racisme » a rassemblé quelque 150 personnes, place Masséna, à Nice, hier.

(Photo S. G.)

portes du pouvoir. Pour la première fois, Marine Le Pen est annoncée à des scores qui ne permettent pas d'exclure sa victoire. Pour ces militants rassemblés sous un soleil

de plomb place Masséna, pour lui faire barrage, « il faut voter Macron ». Sur Jean-Jaurès, c'est une autre manif qui déboule. Celle des anti-pass et anti-vax, matinée de quel-

ques gilets jaunes. Et à côté, « par hasard », un groupe de jeunes militants RN, dont Gabriel Tomatis, un ancien candidat aux départementales. Ils « passaient par là », disent-ils.

Provocation et salut nazi

Certains viennent narguer les militants anti-extrême droite. En réaction, l'un de ces derniers fait le salut nazi à l'attention des jeunes frontistes. Pas du goût d'Hugo, adhérent à l'UNI 06 et militant RN. Prise de bec et explication en règle. Le jeune homme n'apprécie pas d'être photographié et filmé. Il s'agace ferme. Gabriel Tomatis tempore : « On passait place Masséna, on s'est dit : "Tiens, il y a des gens qui manifestent contre l'extrême droite ultralibérale de Macron." Et non, c'est contre la candidate sociale, Marine Le Pen. »

STÉPHANIE GASIGLIA

Mobilisation limitée à Paris et en régions

Les manifestations contre l'extrême droite ont rassemblé hier 9 200 personnes à Paris et 13 600 dans une cinquantaine d'autres villes, selon le ministère de l'Intérieur ; 40 000 à Paris et 150 000 au total, selon les organisateurs. Une foule limitée et loin d'être pro-Macron, avec des slogans comme « Mieux vaut un vote qui pue qu'un vote qui tue ». « Il s'agit d'empêcher l'avènement d'un projet de société destructeur de l'État de droit, de la République démocratique, sociale et solidaire que nous défendons chaque jour », selon la trentaine d'organisations à l'origine de l'appel. (1) Marine Le Pen a jugé ces défilés « profondément anti-démocratiques ». 1. Dont la Ligue des droits de l'Homme, « SOS Racisme », la CGT, le Syndicat de la magistrature, ou encore le Syndicat national des journalistes.